

## Le Monde

### La volte-face sans complexe de Donald Trump sur les droits de douane, sous la pression des marchés

Le président américain a annoncé, mercredi 9 avril, une suspension pour quatre-vingt-dix jours des mesures envisagées, à l'exception de la Chine. « C'était sa stratégie tout du long », a assuré le secrétaire au Trésor, Scott Bessent.

Une révolution incluant un bouton « pause » n'est pas une révolution. C'est une débâcle, une improvisation désordonnée, même si ses auteurs en refusent l'évidence. Celle-ci s'imposait pourtant, mercredi 9 avril, après l'annonce par Donald Trump d'une suspension pour quatre-vingt-dix jours des droits de douane sur une soixantaine de pays, mis en scène une semaine plus tôt à la Maison Blanche comme un tournant historique pour les Etats-Unis.

Dans un message sur son réseau Truth Social, le président américain a justifié cette pause par l'attitude supposément constructive des pays frappés. « Plus de 75 », selon lui, ont contacté son administration pour entrer en négociation commerciale. Conformément à sa « forte suggestion », ils n'avaient pas décidé de prendre des mesures de rétorsion – ce qui est faux, à commencer par l'Union européenne (UE).

Par conséquent, Donald Trump, « génie stable » comme il s'est qualifié un jour lui-même, a choisi de

les entendre, en maintenant un simple taux plancher général de 10 % sur les produits étrangers importés. Une barre protectionniste demeure, indiscriminée, mais on est loin du matraquage douanier envisagé, qui risquait de déstabiliser l'économie mondiale.

La nouvelle a provoqué un vent d'euphorie sur les marchés, à la hauteur du soulagement ressenti. A la Bourse de New York, l'indice S&P 500 s'est envolé de 9,52 %. « C'est un excellent moment pour acheter ! », avait averti Donald Trump dans un premier message, dès 9 h 37, dans une confusion totale des registres : courtier, milliardaire, président.

En revanche, un cas particulier a été fait de la Chine, qui avait choisi la voie de la stricte réciprocité. Donald Trump a annoncé que les droits de douane américains passeraient de 104 % à 125 % pour ce pays. Devant les journalistes, il s'est dit prêt à rencontrer son « ami » et homologue, Xi Jinping, n'envisageant pas une suite de l'escalade tarifaire bilatérale. « J'en veux plus aux personnes assises à ce bureau [soit ses prédécesseurs] que je n'en veux à la Chine », a assuré le président américain. Celui-ci n'a pas voulu évoquer ses attentes par rapport au dirigeant chinois. Qualifiant Xi Jinping d'homme « très intelligent » qui « aime son pays », Donald Trump a estimé que ce dernier « voudra parvenir à

*un accord. Je pense que ça va arriver. On va recevoir un appel, à un moment ».*

## **Rationaliser le chaos : le travail des conseillers de Trump**

Naviguant à vue, la Maison Blanche change de récit pour éviter les récifs. Dorénavant, c'est Pékin qui sert de coupable idéal aux désordres de la planète. « *La Chine est l'économie la plus déséquilibrée de l'histoire du monde moderne, et ils sont la plus grande source de problèmes commerciaux pour les Etats-Unis* », a résumé Scott Bessent, secrétaire au Trésor. Ce dernier a confirmé qu'il s'était longuement entretenu avec Donald Trump dimanche sur la situation boursière et la ligne suivie. « *C'était sa stratégie tout du long, a-t-il assuré. Et vous pourriez même dire qu'il a attiré la Chine dans une position défavorable. Ils ont répondu. Ils se sont révélés au monde comme un acteur malveillant.* »

Ces derniers jours, les résultats boursiers catastrophiques conduisaient les partisans du président à railler la panique des investisseurs, à se draper dans une vision à long terme. Mercredi, soudain, le rétablissement de la Bourse devenait un succès de l'administration. « *Qui aurait pu penser qu'on aurait un tel record ?* », faisait semblant de se réjouir Donald Trump, en référence aux cours du jour. Rationaliser le chaos est le travail de ses conseillers. Ils y mettent tout leur cœur. « *Vous venez d'assister au plus grand cours magistral de stratégie économique de l'histoire de la part d'un président américain* », tranchait Stephen Miller, chef adjoint de l'administration présidentielle, sur le réseau X.

Sans surprise, ce sont les journalistes qui n'auraient rien compris, à écouter la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt. « *Beaucoup parmi vous dans les médias ont clairement manqué L'Art de la négociation* [le plus célèbre livre de Donald Trump]. *Vous avez échoué à voir ce que le président Trump est en train de faire. Vous avez essayé de dire que le reste du monde se rapprocherait de la Chine, alors qu'en fait, on voit l'effet inverse. Le monde entier appelle les Etats-Unis, et non la Chine, car ils ont besoin de nos marchés, ils ont besoin de nos consommateurs, et ils ont besoin que ce président dans le bureau Ovale leur parle.* » Aux côtés de la porte-parole, Scott Bessent essayait de garder son calme : « *Le président Trump s'est créé des leviers massifs de négociation.* »

Le 2 avril avait été présenté comme une « *déclaration d'indépendance économique* », visant à reconfigurer le commerce mondial, aux équilibres supposément trop défavorables à Washington. Les droits de douane réciproques annoncés, au mode de calcul incohérent, devaient marquer une rupture avec l'ère de la mondialisation, de l'idéologie du libre-échange, et provoquer un coup de fouet historique pour la base industrielle américaine. C'était la revanche de Main Street – soit le travailleur américain ordinaire – contre Wall Street, dans une formule dérobée comme une amulette sacrée à la gauche.

La semaine qui a suivi a été celle d'une volatilité folle sur les marchés, soudain privés de la moindre visibilité et capacité d'anticipation, tandis que les analystes formulaient des scénarios sombres pour l'économie américaine. « *Le marché n'a pas compris qu'il s'agissait de niveaux maximums* » de taxation, a osé Scott Bessent mercredi. La faute des journalistes, des investisseurs, de la Chine. En revanche, la Maison Blanche jouerait aux échecs en trois dimensions, au point de perdre même en chemin des soutiens ardents, comme Elon Musk ou l'investisseur Bill Ackman.

Il a fallu écouter le président américain lui-même pour mieux cerner les contours de la capitulation. En politique, il est permis de dire n'importe quoi ; certains sont même élus ainsi. L'économie, elle, répond à des lois plus solides, au-delà de la volatilité des marchés. Ces lois se sont rappelées à Donald Trump. « *Je regardais le marché des obligations, c'était très délicat, a-t-il expliqué. Si vous regardez maintenant, c'est magnifique. Mais j'ai vu la nuit dernière que les gens devenaient un peu mal à l'aise.* »

## **Déni de la réalité**

Dans l'après-midi, le milliardaire a signé une nouvelle fournée de décrets présidentiels, devant une dizaine de journalistes. Donald Trump est parti dans des considérations sans fin sur la signature automatique qu'employait son prédécesseur, Joe Biden, sur le débit d'eau dans les salles de bains – « *dans mon cas, j'aime prendre une bonne douche qui prend soin de mes cheveux magnifiques* » – ou encore sur les discussions budgétaires au Congrès.

Puis les journalistes se sont concentrés sur la nouvelle du jour, le recul sur les droits de douane. Il fut demandé à quel moment exact le revirement avait

été décidé. « *Je dirais ce matin. Ces derniers jours, j'y ai réfléchi. Je me suis entretenu avec Scott [Bessent], avec Howard [Lutnick, le secrétaire au commerce], avec d'autres personnes très professionnelles, et ça s'est précisé tôt ce matin, assez tôt ce matin. On n'avait pas d'avocats ou qui que ce soit à disposition. Nous l'avons rédigé avec le cœur* », a résumé Donald Trump, au sujet de son message fracassant sur Truth Social. Il y avait chez lui une forme étonnante de nonchalance, de déni de la réalité du moment, comme si personne dans son entourage n'osait contredire ou froisser le président tout-puissant, contrairement à son premier mandat.

Moment révélateur : un journaliste interrogea le magnat au sujet des premières mesures de rétorsion européennes contre les Etats-Unis, prévues en deux vagues, dont le principe avait été validé dans la journée à Bruxelles. Surpris, ironisant sur ce « *mauvais timing* », Donald Trump se tourna vers Howard Lutnick. « *Ils ont choisi une date plus tardive, et nous nous attendons à ce que ce soit encore plus tardif* », répliqua le secrétaire au commerce, bras croisés, rire nerveux. « *OK, je suis content qu'ils se soient retenus* », conclut Donald Trump. Monde parallèle, où le président est toujours vainqueur. A la sortie du bureau Ovale, Howard

Lutnick précisa qu'il s'attendait à ce que l'UE repousse l'application de ses tarifs pendant la période de pause de quatre-vingt-dix jours, pour pouvoir négocier plus sereinement.

Les négociations avec des dizaines de pays risquent de prendre des mois. Elles seront d'autant plus complexes que l'administration envisage un spectre large de sujets, tarifaires et non tarifaires, ainsi que les « *manipulations de devises* », les normes et les subventions publiques. « *Tout est sur la table* », a dit Scott Bessent, citant en exemple un projet d'exploitation de gaz liquéfié en Alaska, auquel pourraient s'associer le Japon, la Corée du Sud et Taïwan.

Interrogé sur la présence militaire américaine en Europe, Donald Trump a estimé qu'il serait « *bien* » de lier cette question aux négociations commerciales. La confusion ne fait que débiter. « *Nous avons réuni tout le monde à la table. Et ça pourrait ne pas être une négociation. Ça pourrait ne pas durer* », a dit le président, dans une nouvelle formule obscure qui ne risque guère de rassurer. Selon quels critères envisage-t-il d'exempter certaines entreprises américaines des droits de douane ? « *Instinctivement.* »

## Impôts 2025 : ce qui change pour la déclaration de revenus 2025, dont la campagne démarre ce jeudi

**Taux individualisé automatique pour les couples, dons mieux défiscalisés... Cette campagne 2025, qui se poursuivra jusqu'au 5 juin au plus tard, est marquée par plusieurs changements.**

La campagne annuelle de déclaration de revenus est de retour. Cette année, elle démarre ce jeudi 10 avril, et se poursuivra jusqu'au 5 juin au plus tard en fonction du lieu de résidence. À partir de cette date, *«vous pourrez accéder au service en ligne du site des impôts pour effectuer votre déclaration des revenus de l'année 2024»*, précise le site officiel Service-Public.fr. *«Vous devez faire cette déclaration même si vous avez perçu de faibles ressources (ou aucune ressource)»*, souligne-t-il. Le Figaro fait le point sur les modalités et les nouveautés de la campagne de déclaration 2025.

### **Quelle est la date limite de déclaration ?**

La date limite du dépôt des déclarations en ligne dépend de votre département de résidence. Elle est fixée au 22 mai pour les départements 1 (Ain) à 19 (Corrèze), au 28 mai pour les départements 20 (Corse) à 54 (Meurthe-et-Moselle) et au 5 juin pour les départements 55 (Meuse) à 974 (La Réunion) et 976 (Mayotte). Les déclarations sous format papier devront être déposées le 20 mai au plus tard, pour les non-résidents également.

### **Le taux individualisé automatique pour les couples**

Cette campagne 2025 est marquée par une petite nouveauté. Le taux individualisé pour les couples est désormais automatisé, alors que jusqu'à présent il fallait expressément cocher une case à cet effet. Si l'application de ce taux n'est pas demandée par les contribuables, chacun paye 50%, ce qui désavantage nécessairement celui ou celle qui gagne le moins. Cette mesure est prise en faveur des femmes, dont les revenus sont en moyenne moins importants que ceux des hommes.

### **Un nouveau barème d'imposition sur le revenu**

Comme prévu dans le budget 2025, les tranches du barème de l'impôt sur le revenu ont été revalorisées de 1,8%, pour éviter que certains contribuables dont les revenus ont été augmentés pour compenser l'inflation ne deviennent imposables. 619.000 contribuables seraient concernés, selon le ministère de l'Économie et des Finances. Ce barème progressif, qui sert à calculer le niveau d'impôt de chaque ménage, comporte plusieurs tranches, avec un taux d'imposition allant de 0% pour la part des revenus jusqu'à 11.497 euros, à 45% pour la part dépassant 180.294 euros.

### **Des dons mieux défiscalisés**

Comme annoncé par le gouvernement, les dons pour aider Mayotte après le passage de l'ouragan Chido, faits auprès d'associations et ONG mobilisées après le 17 décembre 2024, bénéficient d'une réduction d'impôt de 75%, dans la limite de 1000 euros. C'est le cas pour les dons faits jusqu'au 17 mai 2025, mais ceux effectués en 2025 (après le 1er janvier) devront être déclarés en 2026.

La loi de finances pour 2025 rend également éligibles à la réduction de 75% les dons aux associations qui accompagnent les victimes de violences domestiques. Elle porte par ailleurs la limite des dons destinés à l'aide aux personnes en difficulté à 1000 euros, à compter du 1er janvier 2024.

### **Plus de dématérialisation**

La dématérialisation se poursuit : les trois millions de foyers qui avaient reçu une déclaration papier et avaient finalement opté pour la démarche en ligne l'année dernière ne recevront pas d'avis par la poste, leur conversion au numérique étant actée. Ce qui fait économiser l'équivalent *«de deux Tour Eiffel»* de papier, assure-t-on à Bercy, ainsi que 2 millions d'euros.

# Les Echos

## Dette : le gouvernement annonce 5 milliards d'euros de dépenses en moins

La ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin, a réaffirmé au micro de RMC l'ambition de passer sous le maximum européen de 3 % du PIB en 2029 malgré la mise en place des taxes douanières américaines. (Ludovic MARIN/AFP)

Le gouvernement veut « tenir la ligne » et « le chemin du désendettement » malgré les secousses de la guerre commerciale imposées par les tarifs douaniers de Donald Trump. Pour cela, la ministre française des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a annoncé ce mercredi sur la radio RMC un effort supplémentaire de réduction de la dépense publique, à hauteur de 5 milliards d'euros. « Il y a 5 milliards d'euros d'efforts de plus sur la dépense que nous allons faire dans les toutes prochaines semaines, pour que nous puissions tenir la ligne, tenir ce chemin de désendettement, parce que c'est la seule condition pour qu'aujourd'hui, demain, on arrête d'augmenter la dette et que nous nous redonnions des marges », a déclaré la ministre.

### **Une partie des crédits annulée, une autre mise en réserve**

Amélie de Montchalin n'a pas précisé quels ministères devront se serrer la ceinture, mais son cabinet a confirmé qu'il y aura bien « une baisse des dépenses de l'Etat de 5 milliards d'euros ». Une partie des crédits sera annulée et une autre partie sera mise en réserve, et donc de facto indisponible pour les ministères. L'année dernière, le gouvernement avait dès février 2024 annulé 10 milliards d'euros de dépenses budgétées pour faire des économies. La répartition exacte des crédits sera précisée dans les prochains jours, indique le ministère.

Ces 5 milliards seront décomptés des 9 milliards d'euros mis en réserve de précaution en début d'année. « Comme la croissance baisse, comme on a moins de recettes et comme certains ministères ont de nouveaux besoins, si on veut tenir la cible de

déficit, il faut qu'il y ait 5 milliards de dépenses qu'on avait prévu de faire, qu'on ne va pas faire à l'endroit où on voulait les faire, soit parce qu'elles n'auront pas lieu du tout, soit parce qu'on les aura réallouées », a détaillé Amélie de Montchalin.

### **Une partie réallouée à la Défense**

Dans ces 5 milliards, une partie « va aller à nos dépenses essentielles de défense », a précisé la ministre, qui a souligné l'importance pour le gouvernement d'avoir « les moyens de soutenir l'Ukraine, de réarmer notre pays ». Fin mars, Emmanuel Macron avait annoncé, en présence du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, une nouvelle aide de deux milliards d'euros à l'Ukraine.

« Ces 5 milliards d'euros que nous allons soit annuler, soit repousser, soit réorienter, c'est notre réponse à un monde instable. C'est la manière de faire face quoi qu'il arrive à ce monde instable », a ajouté la ministre.

### **Révision de la croissance**

Avec ce nouveau serrage de vis, le gouvernement maintient ses objectifs de réduction du déficit public à 5,4 % pour 2025, après 5,8 % l'an dernier. Amélie de Montchalin a réaffirmé l'ambition de passer sous le maximum européen de 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2029, malgré la mise en place des taxes douanières américaines.

Le ministre de l'Economie, Eric Lombard, qui réunit ce mercredi à Bercy les principaux acteurs économiques, au lendemain d'une première rencontre avec les industriels dans le cadre de la riposte européenne à la crise commerciale, doit annoncer ce mercredi les nouvelles prévisions de croissance du PIB.

Le gouvernement tablait dans son budget sur une progression de 0,9 % du PIB cette année. Ce dernier pourrait être affecté à hauteur de 0,3 % à 0,5 % par les tarifs douaniers américains, selon Amélie de Montchalin. Eric Lombard devrait préciser l'ampleur

de cette baisse ce soir au JT de 20 heures de TF1. Ce mercredi matin, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a estimé que la

hausse du PIB tricolore pourrait être limitée à 0,5 % cette année, au lieu de 0,8 % anticipé en octobre dernier.

# Les Echos

## Le gouvernement abaisse sa prévision de croissance pour 2025

Compte tenu de la dégradation de la conjoncture internationale, Bercy estime que la croissance du PIB atteindra 0,7 % cette année, contre 0,9 % anticipé jusque-là. L'objectif de ramener le déficit public à 5,4 % du PIB est maintenu, au prix d'économies supplémentaires.

Les turbulences de l'économie mondiale ne laisseront pas la France indemne. Dans une interview au journal télévisé de TF1 ce mercredi soir, le ministre de l'Economie, Eric Lombard, l'a reconnu : le taux de croissance tricolore sera moins élevé que prévu. « On a décidé de le ramener à 0,7 % compte tenu des incertitudes », a-t-il précisé. Le gouvernement français escomptait jusqu'alors une croissance de 0,9 % cette année.

Ce coup de frein est essentiellement lié au « Liberation Day » de Donald Trump. La guerre commerciale lancée par le président américain devrait au total amputer la croissance française de 0,3 % - un impact de 0,1 % avait déjà été anticipé dans le budget 2025. Mais l'addition dépendra des négociations avec les Etats-Unis. « Si on réussit à faire rebaisser les droits de douane, on peut même avoir mieux », a souligné Eric Lombard, alors que Donald Trump venait d'annoncer une heure plus tôt une suspension inattendue des droits de douane dits « réciproques » pour 90 jours.

Dans l'attente, ces deux dixièmes de point de croissance envolés représentent environ 6 milliards d'euros de richesse nationale perdue - et donc près de 3 milliards de recettes sociales et fiscales qui ne rentreront pas dans les caisses publiques.

### **La situation s'est considérablement dégradée**

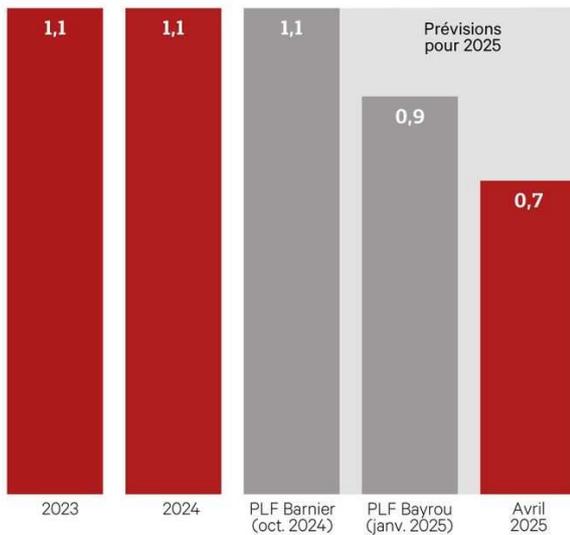
Cette révision de la croissance était attendue. En début d'année, la précédente prévision

gouvernementale de 0,9 % était jugée « atteignable mais un peu optimiste » par le Haut Conseil des finances publiques - l'organisme de contrôle indépendant chargé d'évaluer les scénarios de l'exécutif. Le consensus des économistes était alors inférieur, à 0,7 %, même si la Banque de France prévoyait, comme le gouvernement, une croissance de 0,9 %.

La situation s'est considérablement dégradée entre-temps. Au point que l'estimation révisée de Bercy peut sembler à nouveau optimiste. Avant même le détail des annonces fracassantes de Donald Trump sur la hausse des droits de douane, la Banque de France avait revu sa prévision à 0,7 % le mois dernier. L'institution n'exclut pas de l'abaisser à nouveau lors de son prochain exercice en juin. En ne prenant en compte que 10 % de hausse des tarifs douaniers - et non les 20 % annoncés par Washington à l'encontre de l'Union européenne - l'OFCE anticipe pour sa part une maigre hausse de 0,5 % de l'activité cette année.

## La croissance économique française

Variation annuelle du PIB, en %



SOURCES : INSEE, GOUVERNEMENT

 LesEchos

Devant l'inéluctabilité d'une révision de ses pronostics à la baisse, le gouvernement avait préparé le terrain. La semaine dernière, Eric Lombard évoquait devant les députés une situation économique « délicate » et listait les risques pesant sur l'activité : persistance d'une épargne élevée des ménages, remontée des taux d'intérêt à long terme, guerre commerciale... Puis, le 2 avril, la ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, lâchait sur le plateau de France 2 que la croissance française pour 2025 serait « plutôt vers 0,7 % ». Le timing n'était pas celui prévu par Bercy pour communiquer, mais l'information était bonne.

Malgré la tempête boursière déclenchée par les hausses de droits de douane de la Maison-Blanche, « l'impact économique dans un premier temps sera

gérable », a toutefois assuré Eric Lombard à Bercy ce mercredi, devant un parterre de patrons réunis pour évoquer la guerre commerciale lancée par les Etats- Unis.

Pour absorber le choc, Bercy peut s'appuyer sur le déficit 2024, finalement moins abyssal que prévu, à 5,8 % contre 6 % anticipé dans le budget 2025. L'effort nécessaire en 2025 est donc ramené à 0,4 % du PIB, contre 0,6 % prévu dans le budget, pour tenir l'objectif d'un déficit public à 5,4 % du PIB cette année, qui reste de mise, a confirmé le ministre de l'Economie sur TF1.

### Effort sur les dépenses

La révision de la croissance va néanmoins obliger Bercy à des décisions douloureuses. Si le gouvernement veut atteindre son but sans recourir à des hausses d'impôts en cours d'année, il lui faudra serrer la vis sur les dépenses. Ce mercredi matin, la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a annoncé 5 milliards d'euros de réduction des crédits ministériels - dont une partie sera prochainement annulée et une autre mise en réserve - sans que l'on sache à ce stade quels ministères seront visés.

Le détail de ces coupes devrait être abordé lors de la conférence sur les finances publiques prévue le 15 avril prochain. Seront-elles suffisantes en cas de détérioration durable du contexte économique mondial ?

Dans une interview sur BFM vendredi dernier, le ministre de l'Economie avait annoncé qu'en cas de persistance de la guerre commerciale, « le PIB et les recettes baisseraient par rapport à ce qui est prévu, ce qui dégraderait le taux de déficit » et qu'il ne souhaitait pas « même si la situation se dégrade, que l'on donne un coup de rabot supplémentaire à la dépense publique ».